

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Tél. : 03.86.60.70.80

Télécopie : 03.86.60.72.51

N° 2005-P- 845

ARRÊTÉ

portant institution de Servitudes d'Utilité Publique
sur le territoire de la commune de PREMERY (Nièvre)

Le PREFET de la NIEVRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'urbanisme,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles 7-1 à 7-4, ensemble le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

VU la demande présentée par le directeur de la société BOSTIK FINDLEY, (siège social : Immeuble Iris, 12 Place de l'Iris – La Défense 2 – 92062 PARIS LA DEFENSE CEDEX), adressée le 21 juin 2004, complétée le 20 juillet 2004 dans le but d'obtenir l'institution de servitudes d'utilité publique sur les parcelles n° C1658, C1449, C1317, de la commune de PREMERY (Nièvre),

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées,

VU les observations formulées lors de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 n° 2004-P-3160 et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU l'avis du directeur départemental de l'équipement et du service chargé de la sécurité civile,

VU l'avis du conseil municipal de la commune de PREMERY,

VU l'avis émis du conseil départemental d'hygiène du 15 mars 2005,

CONSIDERANT que les risques de pollution résiduelle des parcelles cadastrées n° C1658, C1449, C1317 de la commune de PREMERY nécessitent la mise en place de dispositions particulières de protection dans le cadre d'un usage industriel,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

... / ...

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles C 1658, C 1449 et C 1317 (cf. annexe 1) de la commune de PREMERY (Nièvre).

L'usage des parcelles visées est exclusivement réservé aux activités à caractère industriel et artisanal.

Sont ainsi interdits :

- les jardins potagers ou toute culture à vocation alimentaire pour l'homme ou pour l'animal,
- les établissements de garde et/ou d'enseignement et/ou de formation concernant des enfants (écoles maternelles et primaires, collège, lycée) et colonies de vacances,
- les bibliothèques, centre de documentation,
- les établissements de santé,
- les structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées,
- les établissements de culte,
- les établissements ou sites de loisirs, jeux, sports, salles d'exposition,
- les établissements et aires de plein air, susceptibles d'accueillir du public,
- les restaurants, hôtels et pensions de famille,
- les immeubles individuels (maisons) ou collectifs d'habitation.

En outre, sont exclues du champ des activités industrielles admises dans le présent article :

- les activités relevant de la santé et de l'hygiène, y compris le stockage des produits, issus de ces activités,
- l'exploitation des gravières alluvionnaires.

ARTICLE 2

Oltre les occupations ou utilisations du sol déjà admises à l'article 1, peuvent être réalisées dans les parcelles visées, les constructions de locaux destinés au gardiennage, à la surveillance ou à la direction des établissements édifiés sur le site.

ARTICLE 3

Afin de limiter tout contact direct ou indirect entre les sols et les personnes travaillant sur le site, la surface des terrains des parcelles actuellement imperméabilisée, devra être maintenue en l'état.

Les travaux visant la transformation de ces zones en espace non imperméabilisé doivent faire l'objet d'une demande préfectorale s'appuyant sur une analyse de sol montrant l'absence de pollution du sol.

ARTICLE 4

A l'occasion des travaux relatifs aux occupations ou utilisations du sol ci-dessus admises, les entreprises procédant à des terrassements, à des excavations, à de la manutention ou à du transport des terres du site devront prendre toutes dispositions pour éviter à leur personnel le contact avec les terres et les eaux d'imbibition du sol et du sous-sol.

... / ...

La présence dans le sous-sol d'objets et d'infrastructures non détectés ne pouvant être exclue, les travaux devront être conduits avec la prudence requise dans ce type de situation.

La nature des composants utilisés à l'occasion des travaux (ciment, ferrailage et béton, etc...) doit être adaptée à la caractérisation physico-chimique du terrain concerné.

ARTICLE 5

Les travaux admis ci-dessus réalisés dans les parcelles visées ne devront pas modifier défavorablement les équilibres en place, notamment du point de vue hydraulique.

A cette fin, sont interdites : les injections directes ou extractions d'eau concernant les nappes d'eau souterraines sous le site, excepté pour toute opération en relation avec l'amélioration de la qualité de la nappe ou de sa surveillance. Cette interdiction ne s'applique pas à l'arrosage ou à l'irrigation des plantations et des espaces verts.

ARTICLE 6

Quelque soit leur provenance, toutes les eaux du site devront être évacuées par un ensemble de réseaux, superficiels et souterrains, étanches. Les autres réseaux enterrés du site devront également être parfaitement étanches.

ARTICLE 7

Les piézomètres existants sur le site relatifs à la surveillance des nappes d'eaux souterraines devront être conservés en bonne intégrité.

Tout déplacement des piézomètres, en cas de contrainte avérée, doit être porté, avant réalisation, à la connaissance de Monsieur le préfet. La mise en œuvre du déplacement, par une entreprise agréée, ne pourra être réalisée qu'après accord de Monsieur le préfet.

La localisation de ces piézomètres (PZ1, PZ6, PZ11, PZ13, PZ15, PZ18) est présentée sur la figure en annexe 2 du présent arrêté.

Leur accessibilité restera garantie pour toutes les opérations relatives à l'entretien des ouvrages et au contrôle de la qualité des eaux souterraines, tant que durera la surveillance.

ARTICLE 8 – Publication

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront publiées à la conservation des hypothèques et seront prises en compte dans les documents d'urbanisme de la commune concernée lors de la modification de ces derniers.

ARTICLE 9 – Notification et Publicité

Une copie du présent arrêté devra être tenue à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon lisible dans l'établissement.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire duquel les servitudes d'utilité publique sont prises et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes zones concernées par les servitudes, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis sera inséré, aux frais de la société BOSTIK FINDLEY dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Nièvre.

ARTICLE 10 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 – Délai et Voie de Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.


ARTICLE 12 – Exécution et Ampliation

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- M. le sous-préfet de COSNE SUR LOIRE,
- M. le maire de PREMERY,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- Mme la directrice régionale de l'environnement,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- M. l'inspecteur des installations classées à NEVERS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée.

Nevers, le 30 MAR. 2005

Le préfet

Pour le Préfet
Et par délégation
Le Secrétaire Général

Blaise MARSIA

ANNEXE

BOSTIK FINDLEY - PREMIERY (58)